

*Budget—M. Bob Jarvis*

Les dix dernières années ont été caractérisées par le chômage massif qui a atteint jusqu'à un million de chômeurs à un moment donné, par une inflation débridée de 10 p. 100 et plus pendant trois ans et par les prodigalités sans pareilles du gouvernement qui ont infligé aux Canadiens la dette publique per capita la plus élevée du monde industrialisé, une monnaie affaiblie et un déficit de la balance des paiements. Il résulte de tout cela qu'une génération entière de jeunes Canadiens voit ses gains hypothéqués et ses rêves détruits.

Le gouvernement libéral nous a légué ces années 1970 et c'est à ce legs que le budget s'attaque. Notre budget relève le défi et nous permet de travailler pour la prochaine décennie. Les Canadiens ne craignent pas les défis, ils sont prêts à rembourser les dettes accumulées par les libéraux au cours des années 1970. Il fallait uniquement leur poser le défi et les orienter dans la bonne voie. Or le ministre des Finances vient de leur indiquer la voie. Il appartient donc maintenant aux Canadiens eux-mêmes de relever le défi, ce défi dont dépend notre avenir.

Cet après-midi, j'ai l'intention d'axer mes observations sur la politique énergétique préconisée dans le budget. Je veux tout d'abord féliciter le ministre d'avoir modifié la loi de l'impôt sur le revenu de manière à permettre aux petites entreprises familiales non constituées en sociétés de déduire à titre de dépense le salaire versé au conjoint. Ma propre circonscription de Willowdale, située au nord du Toronto métropolitain, compte 1,374 entreprises familiales. La plupart des familles vivent dans Willowdale. Dans le passé, les libéraux ont pénalisé ceux qui, au prix de durs sacrifices, de longues et pénibles heures de travail, choisissaient d'exploiter leur propre petite entreprise. Jamais, avant le budget actuel, le gouvernement n'a reconnu à sa juste valeur le rôle de l'épouse et de la mère dans l'exploitation d'une entreprise familiale. Cette modification se faisait attendre depuis longtemps. Elle est accueillie avec la plus grande satisfaction dans Willowdale.

Dans son interminable réplique à l'exposé budgétaire, le député de Windsor-Ouest (M. Gray) a réclamé un retour aux années 70. Dans son discours, il a proposé essentiellement un retour aux dépenses excessives, à la sous-production, aux dettes énormes, aux taux de croissance faibles et à un taux d'inflation d'au moins 10 p. 100. Pourquoi pas? Le député de Windsor-Ouest est incapable de concevoir autre chose. Il a fait son apprentissage à l'école de ces politiques, et sa capacité d'entendement s'arrête là. Il a fait mention de la politique énergétique de notre gouvernement, disant, comme en fait foi la page 2267 du *hansard*, que les dispositions budgétaires concernant l'énergie sont:

... une aberration temporaire qui ralentira la croissance et le progrès de l'économie canadienne qui étaient en bonne voie au moment où le gouvernement a changé le 4 juin.

Premièrement, je rappelle au député que c'était plutôt le 22 mai 1979.

Voyons un peu sur quelle voie nous engageaient les libéraux, au début des années 70. Sous leur règne, le Canada, qui était un pays exportateur de pétrole, est devenu importateur. Dans notre pays qui possède des ressources presque illimitées et inexploitées, ils ont réduit la prospection de nouvelles réserves ainsi que la recherche et le développement, au point que la production de pétrole brut léger n'est plus que de 1.2 million de barils par jour. On prévoit maintenant que la production de pétrole brut et de pétrole léger tombera à 750,000 barils par

jour en 1985 et à 500,000 barils en 1990, si l'on ne fait pas de nouvelles découvertes; or, ils n'ont su mettre en œuvre aucun programme de recherche.

• (1530)

Les libéraux ont arrêté le pipe-line à la frontière entre l'Ontario et le Québec, privant ainsi les Maritimes et des parties du Québec des ressources énergétiques du Canada. Ils ont pris le pouvoir dans un pays riche en ressources et l'on laissé avec un déficit annuel de 2 milliards de dollars au titre du pétrole acheté aux pays de l'OPEP.

Si la politique des années 70 du député de Windsor-Ouest était restée en vigueur, les sorties de capitaux du Canada seraient passées de 2 milliards jusqu'à 8 et même 10 milliards en 1985. Ces sommes auraient tout simplement servi à acheter du pétrole de l'OPEP pour compenser la baisse de production provoquée au Canada par cette politique. Ces chiffres ne tiennent même pas compte de la hausse de \$6 le baril annoncée aujourd'hui par l'OPEP. Voilà ce que les libéraux préconisaient. Ils disent qu'il n'y a pas de problème. Évidemment, ils ne voient pas de problème puisqu'ils pratiquent la politique de l'autruche.

Quels sont les faits, monsieur l'Orateur? Les Canadiens ont le droit de les connaître. Combien de pétrole produisons-nous en fait aujourd'hui? Combien de pétrole consommons-nous? Quels sont nos besoins? Où allons-nous et comment y parviendrons-nous? Je voudrais consacrer le temps qui me reste à expliquer ces faits à la population canadienne.

En 1978, le Canada a produit environ 1.6 million de barils de pétrole par jour et en a consommé environ 1.9 million, ce qui laissait un déficit de 300,000 barils par jour. Il a fallu dépenser beaucoup d'argent pour combler ce déficit de 300,000 barils.

La consommation jusqu'ici en 1979 a varié, mais les prévisions pour le dernier trimestre indiquent une consommation de 2.06 millions de barils par jour et une production de 1.82 million de barils, soit un déficit d'environ 240,000 à 250,000 barils de pétrole par jour qu'il nous faut acheter, monsieur l'Orateur.

Ayant isolé les Maritimes et une partie du Québec des sources d'approvisionnement, nous sommes obligés d'importer environ 600,000 barils de pétrole par jour pour répondre à leurs besoins. Sur cette quantité, environ 250,000 barils vont au Québec et 350,000 aux Maritimes. Il nous faut donc importer de l'étranger 600,000 barils de pétrole par jour puisque nous ne pouvons, par suite de la politique libérale, approvisionner l'Est en pétrole de l'Ouest.

Si nous voulons pouvoir répondre à nos besoins dans le domaine de l'énergie, si nous voulons garder une certaine identité, un certain amour-propre en tant que Canadiens, il est absolument essentiel d'adopter une politique visant à limiter notre consommation à deux millions de barils par jour. D'où la nécessité d'un certain nombre de programmes énergiques. Ces programmes comprennent l'économie, l'adoption de nouvelles sources d'énergie, l'utilisation d'autres sources, dont l'hydro-électricité, une étude de toute l'industrie de l'énergie nucléaire et l'emploi de sources d'énergie renouvelable. Cela concernerait aussi l'énergie solaire, éolienne et géothermique ainsi que l'énergie de la biomasse.